Année XIX. N° 486. Premier Mai 1918.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS
Vendredi 26 Avril, à 8 h. 1/2 du soir
CONFÉRENCE par le camarade L. BERTONI
Sujet traité :
Du Capitalisme au Communisme
Réponse à quelques critiques.

Premier Mai 1918

Travailleurs,

Les grands espoirs que la Révolution russe avait fait naître en nous, il y a un an, ont été déçus. Fatigué de la guerre, le grand peuple slave est devenu la facile proie des armées des Empires centraux, appelées d'ailleurs par les classes privilégiées de Russie à rétablir l'ordre capitaliste. Une fois de plus le mensonge patriotique de nos maîtres a été ainsi percé à jour et la patrie livrée à l'invasion par ceux-là mêmes qui prétendaient vouloir tout lui sacrifier.

Ce serait cependant une erreur que de ne pas faire ressortir la passivité et l'incapacité révolutionnaire des autres peuples en guerre. A un appel à l'insurrection, ils n'ont su répondre que par des vœux de sympathie, autorisés par leurs propres gouvernements, qui tous ont continué la guerre sur l'ancien plan impérialiste, tout en proclamant des principes démentis par leurs actes et leurs buts avoués. Les quelques mouvements qui se sont produits à l'intérieur de chaque pays pour protester contre les privations, les misères et les deuils n'ont pas encore eu l'ampleur, l'écho et l'ensemble propres à déterminer une situation nouvelle, à permettre d'envisager comme proche la fin de la tuerie.

Le prolétariat mondial a trop été habitué par le socialisme électoral à se tourner vers l'Etat, à en faire dépendre son bien-être, son avenir, son émancipation, pour pouvoir tout à coup se détourner de cet Etat, se dresser contre lui, et réaliser directement en dehors du cadre des anciennes institutions ses revendications d'égalité, de paix et de liberté.

Même et surtout depuis la monstrueuse conflagration, nous avons vu la masse mal conseillée faire appel partout à ces pouvoirs publics, qui avaient préparé et amené le massacre, pour leur demander un salut ne pouvant résulter que de leur disparition. C'est du monde capitaliste que l'on attend encore cette justice dont il est la négation, au lieu d'en hâter par tous les moyens la chute. De là l'agitation contradictoire et impuissante des partis et des organisations jusqu'à ce jour.

Travailleurs,

La Suisse, bien que n'étant pas une nation belligérante, subit le coutre-coup de la grave crise économique des pays qui l'environnent. Les classes riches ont profité, ici aussi, des privations et des souffrances populaires pour intensifier leur exploitation, augmenter leurs profits, arrondir leur fortune. Un sourd mécontentement gronde parmi les salariés ne parvenant toujours pas à rétablir entre leur gain et le coût de la vie l'ancien équilibre, qui était déjà pourtant bien loin de leur assurer l'aisance.

Les augmentations continuelles des denrées de première nécessité et aussi des produits manufacturés poussent non seulement à l'accaparement mais à des achats d'avance, finissant par créer avec la rareté de tout article le renchérissement le plus considérable pour les plus pauvres qui vivent au jour le jour. Le sentiment de la solidarité vient ainsi à disparaître au lieu de se développer comme il le faudrait en face des difficultés croissantes. L'intervention des pouvoirs publics peut modifier, mais non enrayer et encore moins supprimer la spéculation, qui est le principe même servant de base à tout le régime.

Rappelons-nous que le capitalisme tout entier est basé sur la concurrence, autant dire sur l'antagonisme des intérêts. Cette lutte qu'une fausse science appelait la lutte pour la vie, n'est autre chose qu'une véritable lutte pour la mort, et quatre années de carnage ne l'ont que trop prouvé. Là où la concurrence vient à cesser, ce sont les trusts ou les monopoles qui la remplacent, soit encore et toujours l'enrichissement de quelques-uns au détriment de tout le monde.

Pour faire cesser ce règne hideux de l'argent toutes les soi-disant réformes seront vaines ; c'est la question de la propriété même que nous avons à poser. La masse des déshérités ne doit plus consentir à laisser aux mains d'uue caste les moyens de production, de consommation et d'échange, afin d'en faire le patrimoine inaliénable de tous. Persister à rechercher tout autre remède ou solution, c'est vouloir prolonger l'inutile souffrance, c'est perpétuer l'état de guerre, c'est accepter avec l'effondrement économique la réaction politique et la déchéance morale.

Travailleurs,

Protestons et luttons, quelle que soit l'occasion qui se présente, comme aujourd'hui celle du renchérissement du lait, mais ne nous laissons pas abuser par l'empirisme trompeur de tous les politiciens. C'est ainsi que mettre à la charge des cantons ou de la Confédération telle ou telle augmentation, c'est tout simplement grever les travailleurs comme contribuables de l'Etat de ce qu'on les dégrève apparemment comme consommateurs.

Nous croyons aussi devoir mettre en garde contre les manœuvres tendant à dresser les prolétaires des villes contre les prolétaires des campagnes. Les grands agrariens ont abusé de la situation ni plus ni moins que les grands industriels, et les ouvriers comme les paysans ont été complices de leurs maîtres. Les produits de l'industrie ont augmenté encore plus que ceux du sol, et les citadins, bien que mieux organisés, plus à même de s'assembler et d'agir, sont demeurés absolument passifs en face des bénéfices scandaleux que l'ensemble de la population est appelé à payer. La seule résistance a consisté à réclamer une petite part du grand vol, sous forme d'augmentations dérisoires de salaires.

Le capitalisme et l'Etat associés dans la même œuvre de pillage, de destruction et de mort, voilà nos ennemis. C'est contre eux que nous avons à réaliser la paix et le bien-être, par l'instauration d'un ordre nouveau, substituant l'entente à la lutte pour la vie, la solidarité à l'antagonisme des intérêts, l'autonomie et la liberté au centralisme et à la contrainte.

Ce sont ces principes que nous n'avons jamais cessé de proclamer à chaque nouveau Premier Mai, en montrant, avant la guerre, qu'il n'était possible d'échapper à une immense catastrophe que par la révolution, en insistant depuis que le massacre a commencé sur la nécessité de s'attaquer à ses causes mêmes pour y mettre fin.

Travailleurs,

Tout est à tous ! La propriété privée doit faire place au communisme, car les richesses mondiales, ne sauraient plusreprésenter des primes offertes aux plus dépravés, aux plus rapaces, aux plus violents.

Nul ne peut être obligé de tuer ou de se faire tuer ! Le respect de la personnalité humaine et l'existence d'une morale avec le sentiment de responsabilité sont incompréhensibles en dehors de l'affirmation de ce premier parmi les droits de l'homme et qui se confond avec le droit même à la vie.

Assez avec l'adaptation, la soumission, la passivité, la non-résistance, qui font de nous des instruments de tyrannie, de spoliation et de mort. Sachons réfléchir, vouloir et agir, afin que la folie, la cruauté et la bestialité soient enfin vaincues par la raison, le cœur et notre sentiment le plus haut d'humanité !

A bas le capitalisme, la guerre et l'Etat ! Vive le communisme, la paix et l'anarchie !

Groupe du RÉVEIL.

On chauffe à blanc votre colère,
Peuples sans solidarité,
Mis au régime cellulaire
De la nationalité. Eugène Pottier.

Odieuse Persécution

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que des camarades étrangers ont été arrêtés à Zurich et à Genève, peut-être même ailleurs. Les détenus politiques en Suisse étant, en vertu d'une loi plus que moyennageuse, au secret le plus rigoureux pendant toute l'instruction, nous en sommes réduits aux conjectures sur les motifs de leur arrestation.

Est-ce simple mesure préventive en vue du mouvement de protestation contre le renchérissement du lait et la manifestation du Premier Mai ? Veut-on procéder aux internements les plus arbitraires ? Est-ce enfin une quelconque machination policière dont nos camarades, souvent trop de bonne foi, ont été victimes ?

Nous sommes forcés d'attendre toute explication de la suite des événements. Pour le moment, nous protestons hautement contre cette odieuse persécution et constatons, non sans une certaine fierté, que nous sommes toujours les premiers visés, sans avoir pourtant prononcé aucune menace ni envoyé d'ultimatum.

VIENT DE PARAITRE :

La Marseillaise

Reproduction en couleurs du chef-d'œuvre de Gustave Doré, imprimé sur papier de luxe, format 50 × 35 cm. En vente au prix de 60 cent. l'exemplaire ; les vingt exemplaires, 10 francs contre remboursement.

Centralisation et Gouvernement

On comprend qu'une société, fondée sur la conquête de la fortune, à quoi se proportionnent la puissance et la considération, se donne un gouvernement. Il lui faut, en effet, un exécuteur de ses volontés, pour qui les intérêts de la pro priété l'emportent sur tous les autres, qui ne puisse rien en dehors d'elle, et qui, comme elle, soit organisée suivant le principe hiérarchique. Et, de fait, dans l'ordre politique comme dans l'ordre économique, le gouvernement est la subordination systématique des individus les uns aux autres et l'embrigadement de toutes les forces, intellectuelles et physiques, au service de ceux qui détiennent la richesse publique. Le ministre commande aux préfets, les préfets aux maires, les maires à la police municipale ; le garde des sceaux commande aux procureurs généraux, les procureurs aux substituts, les substituts à la police de sûreté, et ainsi de même dans toutes les branches de l'administration publique, où l'Autorité a toujours pour sanction suprême la Force. Dans l'ordre économique, l'asservissement des hommes les uns aux autres, sans être moins absolu, a, il est vrai, moins de fixité. Là est le champ principal des intérêts individuels et des compétitions qu'ils engendrent ; là est aussi la lutte la plus ardente, et les détenteurs de la richesse publique ne laissent pas de s'y déchirer mutuellement avec la même fureur qu'ils mettent en d'autres circonstances à dépouiller ceux qui ont pour toute richesse leur faculté de travail. Ne faut-il pas restreindre le plus possible le nombre des co-partageants de l'actif social ? Mais, en définitive, dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, tout le poids des rivalités et des luttes retombe sur la masse, c'est-à-dire sur ceux qui n'ont aucun bien capitalisé.

Quelle doit être, dans ces conditions, la règle de conduite du gouvernement ? De se plier évidemment aux exigences de la société dont il est le produit, de la protéger en toutes circonstances contre ceux qui tentent de la modifier, d'agir à son égard comme un tuteur soucieux d'accroître sans cesse les biens de son pupille, d'empêcher, en un mot, même par la violence, toutes les manifestations individuelles contraires aux intérêts des classes de qui dépend la stabilité de l'ordre social.

Notons que la forme du gouvernement ne change rien à cette règle, et qu'il n'y a, en effet, aucune différence essentielle entre l'esprit des gouvernements monarchiques et celui des gouvernements démocratiques. Qu'est-ce que l'Etat ? C'est, sons la monarchie, la prise de possession de l'autorité publique par un seul individu ; sous la république, la délégation par la minorité ploutocratique (l'Argent ayant une part prépondérante dans les élections) de la souveraineté populaire à quelques centaines d'hommes, qui décrètent pour tous au nom de tous. La royauté commande de par le droit divin ; la république, de par la nation une et indivisible. Lequel de ces deux modes d'autorité l'emporte sur l'autre en absolutisme, et par suite en tyrannie, c'est ce qu'il serait difficile, sans doute, de décider. La délégation de la souveraineté populaire étant indivise, tout ce que décrètent les représentants engage la totalité de la nation ; et comme les trafics inévitables du scrutin ont remis l'autorité à des hommes qui appartiennent aux classes dirigeantes, il s'ensuit que le dogme démocratique, tout comme le dogme monocratique, est pour la collectivité une obligation faite par la minorité et dans l'intérêt de la minorité. C'est pour conquérir à l'industriel, au commerçant, des débouchés, qne l'Etat arme les citoyens et les envoie dans des contrées lointaiues ; c'est pour la conservation des classes et des castes que l'Etat opprime le peuple dans la Famille, dans le Travail, dans toutes les circonstances où l'Individu devrait pouvoir affirmer librement sa personnalité. Quant au respect des lois, la force l'assurera, s'il n'y suffit pas des entités : ordre social, intérêt public, prospérité du commerce, grandeur nationale, qui crouleraient sous le mépris universel si la foule songeait qu'elles signifient : sacrifice de milliers d'existences à la satisfaction de l'oligarchie capitaliste.

Les conséquences d'une telle organisation, les voici. Tout d'abord, application à des hommes de tempéraments divers de lois taillées sur un modèle uniforme, ce qui est bien le mode d'administration le plus incohérent, le plus anarchique (*) qui se puisse imaginer, système « qui tend à régir, à administrer, à juger d'une façon pareille la banlieue de Paris et la colonie algérienne, par exemple ; un pays qui est fait et un pays qui se fait, une race pure et des races mêlées ; un système qui veut, en dépit de la nature des choses, imposer des règlements généraux à des situations spéciales, comme il condamnait naguère encore au même dolman, au même képi, l'officier en garnison à Lille dans les brumes, et l'officier en garnison à Tougourt, sous un soleil enflammé ».

Puis, appel à la guerre étrangère et à la dictature. Quand une ville a accumulé dans ses murs, non seulement toutes les richesses nationales (musées, bibliothèques, chefs-d'œuvres de l'architectonique), mais toue les rouages administratifs (banques, télégraphes, ministères), qu'elle a absorbé la nation en l'habituant à recevoir d'elle chaque jour un mot d'ordre impératif, un emploi du temps, un véritable permis d'exister, on conçoit qu'il suffise et que le désir naisse de la conquérir pour conquérir le pays tout entier. Que pourraient, en effet, les membres, ayant perdu le cerveau qui leur communiquait le mouvement ? S'agiter sans but, sans règle, au gré des impulsions les plus diverses, les plus contradictoires, comme fait l'animal à qui le physiologiste a enlevé une parcelle de la substance cérébrale.

Enfin, exacerbation de l'instinct despotique de l'homme. La nature humaine, pervertie encore par le milieu social, est telle que le meilleur des hommes, dès qu'il est promu à la garde d'une institution, tend à abuser de son pouvoir. La détention d'une parcelle de l'autorité publique lui donne l'illusion d'une sorte de royauté dans la sphère des intérêts dont il a la charge, et dès lors il commettra, souvent même de la meilleure foi du monde, maintes vexations, maintes injustices.

Quand donc les hommes, qui gèrent leurs intérêts personnels eux-mêmes, comprendront-ils que, ce qu'on appelle intérêts généraux n'étant que l'ensemble des intérêts individuels, les diverses manifestations de la « chose publique » peuvent être accomplies individuellement, et qu'ainsi, avec la nécessité, se trouve établie la possibilité de supprimer les gouvernements !

Fernand Pelloutier.

(*) Pelloutier tout en soutenant la thèse *anarchique*, emploie ici ce mot dans le sens de *désordonné*.

La Cité du Bon Accord

Comment unir ceux qui ne demandent qu'à s'aimer ? Comment joindre les sympathies en un bonheur d'affection réciproque ? Au premier abord, le problème semble impossible, en ce monde conventionnel où règnent les formules, où tout est mesuré par une éducation hypocrite, où tout ment, le regard, le geste et le sourire. Mais non, l'œuvre peut s'accomplir grâce à ces hommes dévoués qui rapprochent dans une même entreprise les amis connus et inconnus. Si l'amitié engendre la communauté des efforts extérieurs, de même, par une réaction naturelle, un travail commun, abordé passionnément, révèle ou suscite l'amitié entre les compagnons de labeur. Les tentatives des êtres généreux qui font appel à toutes les initiatives, à toutes les énergies, pour travailler au bien public, sont donc doublement bonnes, à la fois par le but direct réalisé et par le groupement d'amis qui, sans cela, ne se seraient jamais rencontrés : une conscience collective les anime ; ils vivent de la même vie et l'associent librement dans l'emploi de leurs individualités diverses.

Un grand nombre de ces œuvres collectives, triomphe des hommes de cœur sur l'egoïsme primitif, naissent sous mille formes ; la solidarité humaine fait surgir de tous côtés des associations où les initiatives ont leur franc jeu et où les amis inconnus ont la joie de se découvrir mutuellement. Laquelle de ces entreprises aura le plus d'importance historique dans l'évolution de l'humanité ? Toutes sont bonnes, puisque l'évolution morale en est parfaite ; mais la meilleure est certainement celle qui embrasse le plus d'intérêts humains et leur donne le plus de satisfaction : c'est la « Cité du Bon Accord ».

Je la vois d'ici ayant sur la « Cité de Dieu », la « Cité du Soleil » et tant d'autres cités déjà rêvées, l'avantage capital de n'être pas une pure conception de l'esprit, mais de se développer d'une manière organique, de vivre enfin d'une vie toute concrète, en utilisant, pour les renouveler, les cellules vieillies d'orgauismes antérieurs tombés en dissolution. Je la vois dressant ses tours et ses clochetons, étalant ses terrasses sur la colline superbe où vécurent les héros mythiques. En bas se groupent les demeures des générations qui passent, préparant par leur travail, achetant par leurs souffrances la promesse d'un avenir meilleur. Au delà se prolongent les hauteurs herbeuses ou fleuries de bruyères ; des roches lointaines qui se montrent à l'horizon surgissent de la mer, et l'on croirait entendre le murmure des vagues qui, dans l'infini des temps écoulés, apportèrent nos aïeux.

La « Cité du Bon Accord » domine tout cet immense espace, tout ce monde de poésie et d'histoire et, par les yeux de l'esprit, je la vois résumant le sens intime de tout ce passé, s'épanouissant comme une fleur merveilleuse, dont la sève distillait dans le sol des milliers de générations humaines. Le poète nous parle de la « Cité dolente », au seuil da laquelle le malheureux perd toute espérance. Ici nous entrons avec joie, pleins d'une noble gaîté, avec la fière résolution d'accomplir de grandes choses. Ici tous auront le pain, le pain qu'il est si difficile, parfois si humiliant de conquérir ailleurs ; tous auront la santé que donnera l'air pur, l'eau amenée en abondance des sources cristallines ; ils jouiront de la nourriture simple et réglée par le travail. Là, tout un microcosme, résumé et en même temps espoir du genre humain, fonctionnera sans effort, s'occupant aux mille besognes de la vie, besognes toujours attrayantes, puisqu'elles seront choisies librement. Les artistes décoreront des palais familiaux de leurs sculptures et de leurs fresques ; on s'instruira mutuellement dans les laboratoires, les musées et les jardins ; les jeunes filles nous chanteront des chœurs ; les enfants noueront et dénoueront leurs rondes autour des vieillards heureux ; nulle loi, nulle contrainte ne troublera le grand accord.

Salut et joie à tous les amis inconnus que j'ai rencontrés dans la cité nouvelle ! Salut et joie à tous ceux qui s'y succéderont de siècle en siècle !

Elisée Reclus.

La morale bourgeoise

...Mais comment se prouve la moralité d'un homme ? Par sa capacité d'acquérir la propriété quand il est né pauvre, ou de la conserver et de l'augmenter, lorsqu'il a eu le bonheur de l'hériter.

Voilà le fond intime de la conscience et de toute la morale bourgeoise. Je n'ai pas besoin de faire observer combien il est contraire au principe fondamental du christianisme, qui, méprisant les biens de ce monde (c'est l'Evangile qui fait profession de les mépriser, non les prêtres de l'Evangile), défend d'amasser des trésors sur la terre, parce que, dit-il, « là où sont vos trésors, là est votre cœur », et qui commande d'imiter les oiseaux du ciel, qui ne labourent ni ne sèment, mais qui vivent tout de même. J'ai toujours admiré la capacité merveilleuse des protestants, de lire ces paroles évangéliques dans leur propre langue, de faire très bien leurs affaires, et de se considérer néanmoins comme des chrétiens très sincères. Mais passons. Fxaminez avec attention dans leurs moindres détails les rapports sociaux, tant publics que privés, les discours et les actes de la bourgeoisie de tous les pays, vous y trouverez profondément, naïvement implantée cette conviction fondamentale, que l'honnête homme, l'homme moral, c'est celui qui sait acquérir, conserver et augmenter la propriété, et que le propriétaire seul est vraiment digne de respect. En Angleterre, pour avoir le droit d'être appelé un *gentleman*, il faut deux conditions : c'est d'aller à l'église, mais surtout d'être propriétaire. Il y a dans la langue anglaise une expression très énergique, très pittoresque, très naïve : Cet homme vaut tant, c'est-à-dire cinq, dix, cent mille livres sterling. Ce que les Anglais [et les Américains] disent dans leur brutale naïveté, tous les bourgeois du monde le pensent. Et l'immense majorité de la classe bourgeoise, en Europe, en Amérique, en Australie, dans toutes les colonies européennes clairsemées dans le monde, le pense si bien, qu'elle ne se doute même pas de la profonde immoralité et inhumanité de cette pensée. Cette naïveté dans la dépravation est une excuse très sérieuse en faveur de la bourgeoisie. C'est une dépravation collective qui s'impose comme une loi morale absolue à tous les individus qui font partie de cette classe ; et cette classe embrasse aujourd'hui tout le monde, prêtres, noblesse, artistes, littérateurs, savants, fonctionnaires, officiers militaires et civils, bohèmes artistiques et littéraires, chevaliers d'industrie et commis, même les ouvriers qui s'efforcent à devenir des bourgeois, tous ceux en un mot qui veulent parvenir *individuellement* et qui, fatigués d'être enclumes, solidairement avec des millions d'exploités, veulent, espèrent devenir marteaux à leur tour, — tout le monde enfin,

excepté le prolétariat. Cette pensée étant si universelle, est une véritable grande puissance immorale, que vous retrouvez au fond de tous les actes politiques et sociaux de la bonrgeoisie, et qui agit d'une manière d'autant plus malfaisante, pernicieuse, qu'elle est considérée comme la mesure et la base de toute moralité. Elle excuse, elle explique, elle légitime en quelque sorte les fureurs bourgeoises et tous les crimes atroces que les bourgeois ont commis, en juin 1848 contre le prolétariat. Si, en défendant les privilèges de la propriété contre les ouvriers socialistes, ils n'avaient cru défendre seulement que leurs intérêts, ils se seraient montrés sans doute non moins furieux, mais ils n'auraient pas trouvé en eux cette énergie, ce courage, cette implacabla passion et cette unanimité de la rage qui les ont fait vaincre en 1848. Ils ont trouvé en eux toute cette force, parce qu'ils ont été sérieusement, profondément convaincus qu'en défendant leurs intérêts, ils défendaient en même temps les bases sacrées de la morale ; parce que très sérieusement, plus sérieusement qu'ils ne le savent eux-mêmes peut-être, *la Propriété est tout leur Dieu*, leur Dieu unique, et qui a remplacé depuis longtemps dans leurs cœurs le Dieu céleste des chrétiens ; et, comme jadis ces derniers, ils sont capables de souffrir pour lui le martyre et la mort. La guerre implacable et désespérée qu'ils font et qu'ils feront pour la défense de la propriété n'est donc pas seulement une guerre d'intérêts, c'est, dans la pleine acception de ce mot, une guerre religieuse, et l'on sait les fureurs, les atrocités dont les guerres religieuses sont capables. La propriété est un Dieu : ce Dieu a déjà sa théologie (qui s'appelle la politique des Etats et le droit juridique), et nécessairement aussi sa morale, et l'expression la plus juste de cette morale c'est précisément cette expression : « Cet homme vaut tant. »

La propriété-Dieu a aussi sa métaphysique. C'est la science des économistes bourgeois. Comme toute métaphysique, elle est une sorte de clair-obscur, une transaction entre le mensonge et la vérité, toujours au profit du premier. Elle cherche à donner au mensonge une apparence de vérité, et elle fait aboutir la vérité au mensonge. L'économie politique cherche à sanctifier la propriété par le travail, et à la représenter comme la réalisation, comme le fruit du travail. Si elle réussit à le faire, elle sauve la propriété et le monde bourgeois. Car le travail est sacré, et tout ce qui est fondé sur le travail est bon, juste, moral, humain, légitime. Seulement, il faut avoir une foi bien robuste pour accepter cette doctrine. Car nous voyons l'immense majorité des travailleurs privée de toute propriété ; et ce qui est plus, nous savons, de l'aveu même des économistes et par leurs propres démonstrations scientifiques, que dans l'organisation économique actuelle, dont ils sont les défenseurs passionnés, *les masses ne pourront jamais arriver à la propriété*, que leur travail par conséquent ne les émancipe et ne les ennoblit pas, puisque, malgré tout ce travail, elles sont condamnées à rester éternellement en dehors de la propriété, c'est-à-dire en dehors de la moralité et de l'humanité. D'un autre côté, nous voyons que les propriétaires les plus riches, par conséquent les citoyens les plus dignes, les plus humains, les plus moraux et les plus respectables, sont précisément ceux qui travaillent le moins, ou qui ne travaillent pas du tout. On répond à cela qu'aujourd'hui il est impossible de rester riche, de conserver et encore moins d'augmenter sa fortune, sans travailler. Bien, mais entendons-nous : il y a travail et travail ; il y a le travail de la production, et il y a le travail de l'exploitation. Le premier est celui du prolétariat, le second celui des propriétaires, en tant que propriétaires. Celui qui fait valoir ses terres, cultivées par les bras d'autrui, exploite le travail d'autrui ; celui qui fait valoir ses capitaux, soit dans l'industrie, soit dans le commerce, exploite le travail d'autrui. Les banques qui s'enrichissent par les mille transactions du crédit, les boursiers qui gagnent à la Bourse, les actionnaires qui touchent de gros dividendes sans remuer un doigt ; Napoléon III qui est devenu un propriétaire si riche et qui a rendu riches toutes ses créatures ; le roi Guillaume Ier qui, fier de ses victoires, se prépare à prélever des milliards sur cette pauvre France, et qui déjà s'enrichit et enrichit ses soldats par le pillage ; tous ces gens sont des travailleurs, mais quels travailleurs, bons dieux ! Des exploiteurs de routes, des travailleurs de grands chemins. Et encore, les voleurs et les brigands ordinaires sont-ils plus sérieusement travailleurs, puisqu'au moins, pour s'enrichir, ils font usage de leurs propres bras.

Il est évident, pour qui ne veut pas être aveugle, que le travail productif crée la richesse et donne au travailleur la misère ; et que seul le travail improductif, exploitant, donne la propriété. Mais puisque la propriété, c'est la morale, il est clair que la morale, telle que l'entendent les bourgeois, consiste dans l'exploitation du travail d'autrui.

(1870.) *Michel Bakounine.*

Les Grotesques

M. Eugène Richard était, il y a quelques années encore, l'un de nos politiciens les plus distingués. Conservateur, il n'en jouissait pas moins de l'appui des radicaux, qui louaient sa « largeur de vues ». Au moment où il prit sa retraite, Jean Sigg, lui-même, crut devoir lui en exprimer des regrets.

Malheureusement, M. Richard a de la peine à rester bien retiré, aussi éprouve-t-il le besoin de s'entretenir encore au moyen de la presse avec ses anciens électeurs. Et il le fait d'une façon plutôt fâcheuse. Ces jours derniers, il a voulu s'occuper à son tour de la question du lait dans un article à la *Suisse*, où tout en se donnant l'air de juger les choses de très haut, il se laisse aller à des attaques aussi mesquines qu'odieuses. Nos lecteurs pourront en juger par ces lignes :

Cette atmosphère fétide qu'on cherche à répandre sur nos plaines comme sur nos montagnes souffle du dehors. De nouveaux venus, déserteurs de leur patrie natale, déracinés au cœur vide, égarés dans notre famille qu'ils n'ont jamais aimée, ignorant tout de notre passé, ont importé ces gaz délétères dans le but d'étouffer la démocratie dans les bras d'une démagogie démente et de poursuivre partout leur œuvre de mort. Qu'ils y prennent garde cependant, ces faux frères ! Le nombre des citoyens suisses habitués à pratiquer eux-mêmes la démocratie est encore considérable, et j'en sais plus d'un absolument décidés — si le gouvernement est impuissant à exécuter lui-même la besogne d'ordre et à assurer le fonctionnement normal de la vie nationale — à retrousser leurs manches de chemise pour faire le nécessaire. Ils ne s'en prendront pas tout de suite aux pauvres moutons grisés de discours enflammés, mais d'abord aux orateurs, aux chefs, malgré la prudence de ceux-ci à se tenir toujours loin des combats qu'ils déchaînent, loin des coups et horions, comme Panurge. A plusieurs reprises les Genevois ont appliqué un traitement pratique et opportun, excellent à apaiser les échauffés. Certaine ligue de sauveteurs serait vite, très vite, reconstituée.

C'est tout un programme de réaction que trace ensuite M. Richard, programme bien dangereux en ce moment. Prétendre que la population suisse ne veut pas de l'augmentation du lait à cause de l'influence étrangère était déjà passablement grotesque, mais c'est vraiment en atteindre le comble que de rappeler la fameuse ligue de sauveteurs, autrement dit la garde nationale, dont la *Gazette de Lausanne*, elle-même, s'était gaussée en son temps.

Parce qu'un matin, une cinquantaine de beaux messieurs, armés de cannes et appuyés par autant d'agents de la force publique, ont attaqué avec préméditation un groupe de grévistes italiens absolument pacifiques, les frappant aussi lâchement que brutalemeut, M. Richard, leur chef, s'est cru le sauveur de la République. Sur le champ, il faisait convoquer au moyen de grandes affiches une assemblée pour le soir, afin de célébrer son triomphe éclatant et celui de sa troupe. Le petit homme rêve encore de cet exploit, qu'il juge sans doute le plus glorieux de sa carrière. Prendre à un moment donné et sans aucun risque la place des flics et des bourriques, voilà bien l'idéal du bon patriote !

Nous sommes persuadés que si des manifestations populaires devaient se produire — et cela arriverait certainement en dehors des réfractaires et déserteurs — les *sauveteurs* bien nommés songeraient surtout à se sauver. Ils ne voudraient guère faire face à un danger réel et iraient précipitamment se terrer à l'arrière. Mais n'est-il pas révoltant de s'acharner contre les réfractaires étrangers, à cause de leur faiblesse même et du fait qu'ils sont désarmés !

Disons toutefois que la solution pourrait bien se trouver dans le fait que les messieurs bien pensants consentiraient à retrousser leurs manches pour s'adonner à une autre occupation qu'à celle de spéculer sur le travail des autres. Mais il ne faut pas y compter.

M. Guinand qui se croyait déjà le généralissime des troupes de l'arrière, voit leur ancien chef reprendre son commandement. Il doit en être fort attristé...

Pauvres grotesques !

Prophéties

La règle classique autant qu'absurde ; « Préparer la guerre pour avoir la paix » a produit ce qu'elle pouvait donner. On obtient par son procédé, naturellement, ce que l'on prépare, c'est-à-dire la guerre. Cette concurrence monstrueuse de l'armement que se font entre eux les Etats n'a d'autre fruit que de rendre plus écrasantes les charges qui pèsent sur les peuples ; quant aux puissances, après tous les frais qu'elles ont pu faire, elles se retrouvent dans les mêmes rapports comme forces définitives d'attaque ; où il y a un changement, il n'est rien moins qu'à l'avantage du progrès et de la civilisation.

La guerre, qui semblait par elle-même une chose assez brutale, tend en effet plus que jamais à se matérialiser. Quand on fit l'invention des arquebuses à mèche, les preux se plaignirent que la prouesse était rendue vaine ; que diraient aujourd'hui les preux ? La supériorité militaire n'appartient plus à la bravoure inspirée par l'intelligence, mais aux engins qui ont le plus de portée. Elle est à qui pourra se procurer l'appareil de massacre le plus formidable. La victoire se porte, mathématiquement, du côté des grosses masses. La nation-reine ne sera plus celle qui enfante surtout des penseurs et des héros ; productions inutiles dans ces conditions perfectionnées, — voire même nuisibles. La gloire et la domination sont dévolues à la puissance qui a chez elle le plus d'or, le plus de fer, le plus de charbon, en même temps qu'elle produit le plus de bipèdes à têtes de bois. Ajoutez-y une certaine science myope, instruction de barbacoles, traînant un coûteux attirail, faite d'algèbre et de formules, qui rentre d'ailleurs parfaitement dans l'esprit des barbares lesquels s'instruisent à la manière des femmes et des enfants, et vous aurez à peu près l'idée de ce que sera la guerre de l'avenir. Il y a sans doute dans cette perspective quelque chose de satisfaisant pour une catégorie, dominante en ce moment, d'êtres molluscoïdes qui n'ayant ni une flamme dans le cœur ni une étincelle dans l'intelligence ont mis leur idéal dans l'ordre varsovien. Adieu ! miracles de la liberté, prodiges de l'héroïsme et de la vertu civique et de toutes ces emphases boursouflées que les agitateurs de l'antiquité ont léguées à leurs continuateurs modernes ! Franchement nous commençons à en avoir assez. Désormais les choses iront mieux. Le grand roi de Perse, regagnant sa revanche sur les Miltiade et les Thémistocle, prendra les Grecs comme des grenouilles au bord d'un étang ; les Potentats coalisés vous justicieront haut la main les braillards du Jeu-de-Paume ; l'Angleterre mettant à la raison ses colons rebelles, passera les mutins par les armes et Washington sera pendu. Les protestations de la Justice seront régulièrement comprimées ; la matière étouffera l'esprit ; la force primera le droit.

Car la marche du Progrès n'a rien de commun avec la simplicité des conceptions mathématiques. Il a autant et plus que tout autre mouvement réel ses achoppements et ses contre-effets. Il s'oppose des obstacles par le fait même de son développement. L'opposition est surtout marquée à cette heure crépusculaire où tout s'entremêle et se combat, les ombres du passé et les lueurs de l'avenir.

Les créations que l'esprit enfante pour transformer le monde se développent, comme le veut la marche de la nature, avec plus de rapidité dans l'ordre du perfectionnement matériel que dans celui des idées et de l'organisation des sociétés. La plus arriérée des machines est la machine sociale. D'où il résulte qu'à une certaine époque intermédiaire, celle que nous traversons, la vieille brutalité accaparant, du droit de la force dont elle est nantie, les acquisitions de la pensée à mesure que celle-ci les obtient, se trouve par là en possession d'une puissance nouvelle pour faire résistance au progrès. Il arrive dans ces conditions que la Barbarie sous sa double forme livre à la Civilisation un combat suprême : d'une part, à l'intérieur des Sociétés civilisées, l'aveugle iniquité des éléments réactionnaires, d'autre part l'ascendant que prennent au dehors les groupes nationaux à demi-civilisés conspirent à entraver le mouvement libérateur en opposant à son effort les moyens que lui-même a produits.

Fait contradictoire et fâcheux, mais qu'il faut subir. Comme aucune direction rationnelle ne mène le monde, les résultantes qui le portent en avant se dégagent comme elles peuvent du conflit des forces en présence. Il est dangereux de mettre des armes aux mains des enfants ; il est

périlleux de mettre anx mains des sociétés barbares les instruments que fournit le génie civilisé. C'est entre tous un moment critique dans l'évolution du Progrès que celui où il initie les peuples inférieurs aux acquisitions obtenues par son développement séculaire. Car leur façon de comprendre la Civilisation ne sera pas celle des Civilisés ; ils s'empresseront nécessairement de l'accomoder à la barbarie de leur prspre idéal. Ce n'est pas à défricher la terre que les sauvages emploient la poudre. Les institutions despotiques sous lesquels vivent ces nations, en harmonie avec le degré inférieur de leur état social, tout à fait compatibles avec les données d'une Civilisation qui n'est encore que matérielle, sont d'ailleurs les mêmes qui conviennent particulièment à rendre les peuples redoutables comme force militaire, surtout comme machines d'agression. Ainsi la Civilisation fabrique avec les armes qui la combattent ; la science est au service de la brutalité. Montaigne a dit que « l'esprit s'empêche soi-même » ; cela est encore plus vrai qu'il ne l'avait soupçonné et daus une acception plus large. *E. Leverdays* (1880).

Grande Salle Communale de Plainpalais

Mercredi 1er Mai, à 8 h. 1/2 du soir

SOIRÉE du RÉVEIL

avec le concours d'artistes et amateurs distingués

TOMBOLA

Les lots pour la tombola au profit du journal sont reçus avec reconnaissance à notre administration, rue des Savoises, 6.

- C'est ma vie qui est chère, la leur ne l'est pas du tout !